



Au lendemain de la suspension des pourparlers

La C14 fait son bilan mi-parcours

A travers une conférence de presse animée, hier jeudi, au siège de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), les membres de la coalition des 14 partis de l'opposition ont fait un point sur le processus actuel de sortie de crise depuis l'ouverture des pourparlers jusqu'à leur suspension le weekend dernier. **PAGE 3**



TECH & NUMERIQUE



Robotique

Ziggy, le robot humanoïde capable de faire l'accueil et de gérer les ressources humaines

L'une des dernières innovations dans le domaine de la robotique est sans doute « Ziggy », un robot humanoïde transformé ...

PAGE 5

REPORTAGE



Les maisons de justice

Une initiative pour une justice plus efficace et moins onéreuse

Dans le but de rapprocher la justice des populations, le gouvernement togolais a décidé de mettre en place des maisons de justice. La décision a été officialisée en Conseil des ministres, le mardi 27 février dernier.

PAGE 11

TRANSPORT

Le Togo contrôle son espace aérien depuis ce 1er mars

Depuis hier jeudi 1er mars 2018, le Bénin et le Togo contrôlent pleinement leurs espaces aériens. L'opération...

PAGE 2



Enlisement de la crise politique

Entre les politiques et le Togolais lambda, qui perd ?

La crise au Togo ne profite à personne, surtout pas au peuple. Les Togolais qui vivaient déjà difficilement voient leurs revenus considérablement chuter par la faute de ces manifestations à répétition. Ceux qui pensent que c'est le gouvernement qui est le plus affecté, se trompent lourdement. Tous les partis qui disent lutter pour la cause du peuple, doivent mettre les intérêts de ce peuple en avant, en faisant tout pour trouver ...

PAGE 3

EDITO

Racisme sur une députée franco-togolaise

La députée, Laetitia Avia, en France, a porté plainte après avoir reçu une lettre raciste la menaçant de mort. L'élue, d'origine togolaise, a aussitôt réagi, comme elle l'a montré, sur Twitter. « Ce n'est pas une grosse truie noire venue d'Afrique qui va se permettre de se mêler de la vie des Français. Votre passage dans les médias nous donne la nausée », écrit, entre autre, l'auteur anonyme du courrier. Dans l'opinion française, les avis semblent très partagés sur la diffusion et la médiatisation d'un courrier aussi infamant...

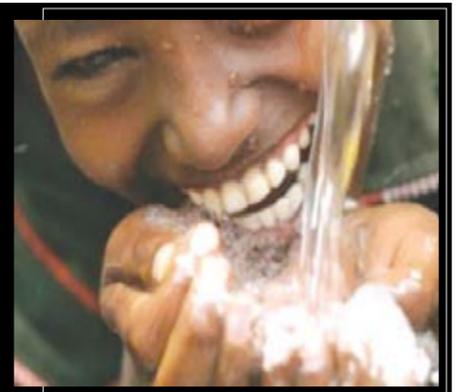
PAGE 3

Eau

Enjeux pour un développement durable

L'eau douce est une ressource indispensable à la vie, au développement et à l'environnement. Elle ne constitue que 2,5% du volume de toute l'eau de la planète. Aujourd'hui, un humain ...

PAGES 6&7



	SOMMAIRE	<p>Rwanda / Religion 714 Eglises et 2 mosquées fermées</p>  <p>P 4</p>	<p>Au Mobile World Congress Un prototype futuriste de véritable « smartphone écran »</p>  <p>P 5</p>	<p>Musique Le Collectif des Artistes Traditionnels du Togo porté sur les fonts baptismaux</p>  <p>P 9</p>	<p>Entretien avec Kossi Mensah A Misseboukpo, délégué général du Fescilom «Aujourd'hui, le cinéma togolais a besoin de redorer son blason»</p>  <p>P 10</p>	<p>Projet Ci-zo 2 milliards de l'UTB pour une plus grande couverture énergétique</p>  <p>P 11</p>
---	-----------------	--	---	---	---	---

Le Togo contrôle son espace aérien depuis ce 1er mars

Depuis hier jeudi 1er mars 2018, le Bénin et le Togo contrôlent pleinement leurs espaces aériens. L'opération de basculement au guidage radar s'est déroulée à l'aéroport de Lomé qui constituera le centre de gestion. Selon le ministre des Transports Ninsao Gnonfam, « désormais, le Togo et le Bénin, grâce à leurs hommes et femmes, sont en mesure de contrôler leur espace aérien supérieur ».

L'initiative vient en complément aux fonctions de surveillance et d'assistance Radar, déjà assurées depuis 2015 dans cet espace par l'Agence pour la sécurité aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). Elle permettra à l'Agence, principal fournisseur des services aériens dans ces deux pays, de renforcer la sécurité aérienne dans cette portion d'espace qui



Un avion de la compagnie Asky dans l'espace aérien

constitue un véritable casse-tête pour les contrôleurs aériens. Les contrôleurs aériens des centres de contrôle pourront désormais « délivrer des caps spécifiques

et des vitesses dans le but d'assurer des séparations Radar aux aéronefs », explique la direction de l'ASECNA, citée par Newsaero. Le Bénin contrôlera entre 0 et 8° d'altitude.

La partie supérieure sera quant à elle sous le contrôle du Togo.

Royal Air Maroc a fourni ce matin le premier appareil contrôlé par le système.

Zio/ Cantines scolaires Formation sur la nutrition

Une vingtaine de directeurs des écoles bénéficiaires de cantines scolaires dans la préfecture du Zio ont pris part à un atelier de formation sur la nutrition, le lundi 26 février à Tsévié. L'atelier a pour objectif de prévenir toutes les formes de la malnutrition dans les écoles bénéficiaires de cantines scolaires notamment la malnutrition aigüe, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité. Il vise également à renforcer les connaissances de ces écoles en nutrition et hygiène, à les équiper en matériel pédagogique permettant d'entreprendre des séances d'animation sur l'hygiène et la nutrition, à doter les ONG d'encadrement du guide de préparation des recettes et autres documents. La formation entre dans le cadre du programme de renforcement de la composante nutrition dans les activités des cantines scolaires au Togo appuyée par le PAM et l'UNICEF.

Sokodé / Développement L'AFTD pour la promotion féminine

L'Association des Femmes de Tchoudjo pour le Développement (AFTD) a été portée sur les fonts baptismaux le 27 février 2018 à Sokodé. C'était au cours d'une assemblée générale constitutive qui a connu la participation du représentant du préfet de Tchoudjo, M. Bodi Sibabi, des responsables des services techniques et des associations sœurs. L'association a pour but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes démunies dans une approche humaine durable et participative. Elle vise, entre autres, à promouvoir l'éducation, la formation professionnelle, le leadership féminin et l'emploi des jeunes filles démunies, à lutter contre la marginalisation de la femme et la pauvreté de la gent féminine.

Tchamba

AG de l'amicale des ressortissants de Ténéga

L'Amicale des Ressortissants de Ténéga à Tchamba (ARTET) a tenu sa sixième Assemblée générale, le 24 février 2018 à N'tchourou, à l'est de Tchamba. Près de 200 participants, venus de tous les cantons de la préfecture, en plus d'une délégation venue du Bénin voisin ont pris part à cette rencontre dont le but est de permettre aux natifs de Ténéga de se connaître afin de se soutenir mutuellement et d'œuvrer ensemble pour leur épanouissement. Le président de l'amicale, Nandaba Koulouba a exhorté les membres à cultiver l'union, l'entraide et surtout le pardon dans leurs différents cadres de vie.

Cinkassé / DOSI

Etablissement de cartes d'identité

Les travailleurs ou prestataires des secteurs formels et informels assujettis au régime de sécurité sociale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) de la préfecture de Cinkassé ont bénéficié du 21 au 26 février 2018 d'une opération foraine d'établissement de cartes nationales d'identité. Organisée par la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), région des Savanes en collaboration avec le Direction Régionale de la CNSS des Savanes, cette opération a permis aux initiateurs de délivrer à partir d'un simple certificat de naissance, des cartes nationales d'identité à 500 personnes composées de commerçants, artisans, cultivateurs, et autres. Le responsable de division des Savanes de la CNSS, Tchao Essohanam a saisi l'occasion pour sensibiliser les travailleurs du secteur informel sur l'importance des pièces d'identité dans la vie d'un Homme avant de les inviter à se faire immatriculer à la CNSS pour leur couverture sociale.

Edito

...Au fait, pourquoi la députée a-t-elle, dès réception, de la honteuse lettre, relayé sur Twitter des injures dont la violence est, hélas « inouïe »? « Parce qu'on ne doit pas s'y habituer », a réagi l'intéressée sur le plateau de l'émission « C dans l'air », sur France 5. Aussi parce que le niveau de « sophistication » de la missive dépasse la spontanéité

des tombereaux vomitifs dégoûtant régulièrement des réseaux sociaux. Et ensuite parce qu'un tel brûlot, aussi indigent soit-il, semble un parfait répulsif et un excellent outil de conscientisation, vu le contexte politique français.

Ce point de vue justifie non seulement la médiatisation, mais aussi le dépôt d'une plainte effective dans un commissariat de police de Paris. Puisque que

la lettre contient des menaces de mort à peine voilées : « compte tes jours, on va s'occuper de toi ». Ce que l'on espère cependant, c'est que la justice s'occupe de l'immonde énergumène avant qu'il n'ait eu le courage de lever le petit doigt

Par ailleurs, il est consternant de constater que le niveau littéraire des racistes français n'évolue guère, même quand ceux-ci s'appliquent. Car l'auteur de ce courrier

s'est manifestement appliqué, d'injures racistes, par la députée française Laetitia Avia. Elle a corrigé toutes les fautes d'orthographe et dactylographié le tout avec soin, respectant approximativement mais scolairement les alinéas. Le vocabulaire, lui, manque sérieusement d'imagination, comme le montre le tweet ci-dessous de l'élue. Le vocabulaire, lui, manque sérieusement d'imagination, comme

le montre le tweet ci-dessous de l'élue. Enfin, si l'auteur de l'infâme lettre avait une once d'intelligence, ou d'honnêteté, il n'aurait pas écrit que l'élue de La République en marche est « venue d'Afrique », puisqu'elle est née à Livry-Gargan – certes de parents Togolais, mais bien née en France et donc automatiquement française selon le droit de la République.

Dieudonné Korolakina

Enlisement de la crise politique

Entre les politiques et le Togolais lambda, qui perd ?

La crise au Togo ne profite à personne, surtout pas au peuple. Les Togolais qui vivaient déjà difficilement voient leurs revenus considérablement chuter par la faute de ces manifestations à répétition. Ceux qui pensent que c'est le gouvernement qui est le plus affecté, se trompent lourdement. Tous les partis qui disent lutter pour la cause du peuple, doivent mettre les intérêts de ce peuple en avant, en faisant tout pour trouver une solution à la crise.



Activités commerciales au grand marché de Lomé

Le Togo a certes besoin de réformes, mais aucune lutte ne justifie qu'on sacrifie l'intérêt général. Dans une sortie récente, l'ancien Premier ministre Joseph Kokou Koffigoh, affirmait : «neuf mois de grève générale et

illimitée ont beaucoup plus affaibli les populations et l'opposition que le pouvoir ». Et on semble ne pas tirer leçon du passé. Aujourd'hui, nous sommes dans un schéma similaire. Six mois de manifestations ont beaucoup plus affecté les

populations.

Des opportunités d'affaires ont été perdues, des commerces sont tombés à l'eau. Les entrepreneurs togolais, surtout les jeunes qui se débattent pour émerger, n'en peuvent plus. Des compatriotes qui vivent au jour le jour de leurs activités sont dans le dénuement. Pendant ce temps, des responsables d'entreprises payent difficilement les salaires, parce que les chiffres d'affaires chutent. Des citoyens perdent leurs emplois et ce sont des familles entières qui tombent dans l'indigence. Même les recettes fiscales ont baissé, portant un coup aux investissements

dans les secteurs sociaux. Les manifestations ont entraîné l'annulation ou la délocalisation de plusieurs événements qui pouvaient apporter une plus-value au pays et aux citoyens. Tout ceci pour quels résultats ? Si c'est pour le départ de Faure Gnassingbé, c'est un échec. Les leaders de l'opposition qui ont une envie tout à fait légitime de venir au pouvoir, doivent prêter attention aux propositions qui sont faites par des acteurs externes à la crise et qui à notre avis prennent plus de hauteur. Continuer à brandir fermement une revendication qui ne fait que léser l'ensemble du peuple est suicidaire.

Il ne faut pas du tout

perdre de vue que même si l'opposition draine des foules, Faure Gnassingbé a des milliers de partisans qui le soutiennent et ne sont pas prêts à le voir quitter le pouvoir. Personne ne doit donc chercher à imposer ses positions au risque de nous conduire vers l'enlisement préjudiciable au peuple.

Au pire des cas, un conflit ouvert duquel personne ne sortira gagnant. Le vrai peuple togolais demande aux acteurs politiques de laisser tomber leurs agendas politiques pour opérer des réformes profondes afin que les générations futures puissent hériter d'un Togo prospère et uni.

Edem Dadzi

Au lendemain de la suspension des pourparlers

La C14 fait son bilan mi-parcours

A travers une conférence de presse animée, hier jeudi, au siège de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), les membres de la coalition des 14 partis de l'opposition ont fait un point sur le processus actuel de sortie de crise depuis l'ouverture des pourparlers jusqu'à leur suspension le weekend dernier.

Comment aboutir à un consensus ? Au vu du déchirement que vit la classe politique togolaise depuis le mois d'août dernier, l'interrogation a toute sa place. Hier jeudi, soit une semaine après l'ouverture puis la suspension des pourparlers entre l'opposition et la majorité présidentielle, la coalition des 14 a livré sa part de vérité sur l'allure du dialogue le weekend dernier.

La conférence de presse animée par les leaders des forces de l'opposition s'est déroulée en l'absence de la représentation du Parti

national panafricain (PNP). Selon le communiqué ayant sanctionné la sortie devant la presse, ce fut, pour la coalition, « l'occasion de faire au public, un premier compte rendu des travaux » à la suite de la médiation du président ghanéen Nana Akufo-Addo. Les leaders politiques de l'opposition ont tenu à rappeler le programme des activités et faire part de la teneur des discussions qui ont eu lieu avec les représentants du parti Unir.

Du règlement intérieur aux «difficiles ententes» des

protagonistes, en passant par le programme de l'ordre du jour ou le point sur les mesures d'apaisement exigés par les deux camps, le compte rendu de la coalition était un chapelet de lamentations lu par ses dirigeants devant les médias. «Le pouvoir s'est livré à son dilatoire habituel, cherchant toujours à gagner du temps avec toutes sortes de manœuvres. Mais les représentants de la coalition ont été vigilants de sorte qu'on a pu, à la fin de quatre jours de travaux s'entendre sur le règlement intérieur», lit-on dans le communiqué ayant



Les membres de la coalition

sanctionné la conférence de presse. Cette déclaration vient confirmer les révélations selon lesquelles les arguments auraient tari de la bouche du professeur Wolou lors du débat d'ordre constitutionnel entre lui et la représentation du parti Union pour la République (Unir). Les leaders de l'opposition ne s'étaient-ils pas apprêtés à une «guerre des idées» devant la facilitation ghanéenne ?

Dans le vif de la conférence d'hier, certains leaders des 14 partis de l'opposition ont

réaffirmé leur engagement à vouloir faire partir le chef de l'Etat au terme de son troisième quinquennat. Il n'est donc pas question, pour eux d'apposer leur signature au bas d'un document qui permettrait à Faure Gnassingbé de se présenter en 2020 pour un nouveau mandat. Pour cette cause, «la coalition demande aux populations de rester mobilisées», laissant planer ainsi, l'éventualité de nouvelles manifestations de rue.

Awih Essoyodou

USA**Hope Hicks, la responsable communication de Trump démissionne**

En moins de deux ans, le président Donald Trump voit son équipe se désertier par les valeureuses personnalités qui l'ont aidé à se hisser à la maison blanche. Hope Hicks est la troisième personne à jeter l'éponge en l'espace de quelques mois de collaboration seulement, signe que la maison blanche tangue au point où l'on se demande si le prochain ne serait-il pas le locataire lui-même ?

Ce phénomène devient récurrent à la maison blanche au point où il pourrait se passer de commentaires. Spicer, Dubke, encore, Scaramucci, et désormais Hope Hicks. Et pourtant, cette dernière était l'un des collaborateurs qui partageaient la vision du président Trump.

La jeune femme a été la responsable des communications de Donald Trump durant sa campagne électorale, avant d'être nommée à la Maison-

Blanche. Elle était en effet, l'une de ses collaboratrices les plus loyales.

Son départ, que plusieurs lient aux crises répétées à la maison blanche, a toutefois étonné. Et même si elle déclare n'avoir « pas de mots pour exprimer adéquatement sa gratitude envers le président Trump », la désormais ex-directrice de la communication de la maison blanche cacheraient mal le stress qu'elle vivait depuis plusieurs mois déjà. Selon certains médias,

la dame, qui s'est faite discrète s'est récemment retrouvée sous les projecteurs lorsqu'il a été dévoilé qu'elle avait eu une liaison avec l'ex-secrétaire du personnel de la Maison-Blanche Rob Porter. En outre, elle a été écoutée, la veille de sa démission, pendant neuf heures par un comité qui enquête sur l'interférence de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et sur les contacts entre l'équipe de campagne de M. Trump et la Russie.



Un avion de la compagnie Asky dans l'espace aérien

Elle a admis devant le comité du renseignement de la Chambre des représentants qu'elle avait parfois dit de « petits mensonges » au

bénéfice de M. Trump. Elle a toutefois assuré qu'elle n'avait jamais menti concernant l'enquête sur la Russie.

Alexandre Wémima

Zimbabwe/Opinion**Vers la fin de la guerre de succession de Tsvangirai ?**

La succession de Morgan Tsvangirai à la tête du MDC, divisait déjà les membres de ce parti même avant le décès de ce dernier. Après son décès, les conflits se sont accentués. Mais hier jeudi 1er mars, toutes les forces du MDC ont choisi Nelson Chamisa comme candidat pour la prochaine élection présidentielle.

Avant même sa mort, les trois vice-présidents du MDC avaient revendiqué la succession du chef, malade, menaçant de faire exploser le parti à quelques mois seulement des élections. M. Chamisa, qui se prévalait d'avoir été nommé président par intérim, a finalement remporté la course pour la succession.

Divisé et endeuillé par

la mort de son chef historique, Morgan Tsvangirai, le MDC a finalement investi ce jeudi 1er mars 2018, Nelson Chamisa comme candidat à l'élection présidentielle prévue cette année, la première depuis la fin des trente-sept ans de pouvoir de Robert Mugabe.

Mais pour arriver à cette décision que d'aucuns estiment être provisoire,



Nelson Chamisa, Chef de l'opposition zimbabwéenne

il a fallu 6 heures de réunions de la direction

du MDC à Harare pour trancher, in extrémis, en

faveur du jeune Nelson Chamisa. Les enjeux sont énormes, surtout à l'approche du tout 1er scrutin de l'après Mugabe, et il fallait que le MDC ne laisse pas un boulevard tout tracé au « crocodile » qui doit se frotter les mains de ces petites divisions au sein du MDC, à l'approche du scrutin prévu pour avant juillet de cette année 2018.

Alexandre Wémima

Rwanda/Religion**714 Eglises et 2 mosquées fermées**

La décision est entrée en vigueur hier jeudi 1er mars au Rwanda. 714 Eglises pentecôtistes et évangéliques et 2 mosquées ferment leurs portes jusqu'à nouvel ordre. Pour l'office rwandais de gouvernance, cette décision est motivée par un souci de sécurité et d'assainissement des lieux de culte dans le pays.

« Nos lieux de culte ne remplissent pas les standards d'hygiène, d'infrastructure et d'espace », affirme Shyaka Anastase, le directeur général de l'Office rwandais de gouvernance. « Certaines églises rassemblent des centaines de fidèles mais elles n'ont pas de lieux d'aisance. Les autres prient dans des tentes ou même dans des caves. Il se peut qu'il y ait du business caché derrière ceci. ».

En 2014, le gouvernement rwandais avait également fermé certaines églises en raison des nuisances sonores. Aujourd'hui, de nouvelles sont en train d'être érigées. Pour ouvrir une église au Rwanda, il faut obtenir une autorisation du gouvernement, valable pour un an. Le pays prépare également une nouvelle loi concernant les congrégations religieuses, qui devrait rendre encore

plus difficile l'ouverture de nouvelles églises.

Cette fermeture a provoqué des réactions de certains hommes d'église, accusant les autorités de tenter de contrôler le message qu'ils font passer à leurs fidèles. Phil Clark, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs à l'École des études africaines et orientales de l'Université de Londres, affirme que « le gouvernement a aussi remarqué que les églises



Une Eglise à Kigali

constituent un espace important. Les églises pentecôtistes, par exemple, ont beaucoup d'argent et de membres. Les pasteurs de ces églises tiennent des sermons qui s'opposent souvent à l'idéologie du gouvernement rwandais ». De plus, poursuit-il, « Le gouvernement tente de contrôler l'espace de l'organisation civile. C'est

quelque chose que nous avons déjà observé dans le domaine des partis politiques et des organisations humanitaires ».

Pour certains habitants de Kigali, l'Etat a trop tardé à prendre ses responsabilités en la matière pour éviter les désordres observés avec les Eglises aujourd'hui où les escrocs pullulent.

T.M.

Robotique**Ziggy, le robot humanoïde capable de faire l'accueil et de gérer les ressources humaines**

L'une des dernières innovations dans le domaine de la robotique est sans doute « Ziggy », un robot humanoïde transformé par des étudiants de l'Université de Toulouse en un « assistant », capable de faire l'accueil dans une entreprise et de discuter avec les employés.

« Ziggy » a été présenté au public le vendredi 23 février à l'Université Paul-Sabatier de Toulouse, après près de cinq mois de travail d'une équipe d'étudiants qui sont parvenus à le transformer en un « hôte d'accueil intelligent, capable de reconnaître et d'interagir avec son interlocuteur, tout en lui proposant de nombreux services ».

Ziggy était un robot ordinaire avant d'être transformé par les étudiants de l'Université Paul-Sabatier de Toulouse. Aujourd'hui, il a plusieurs fonctions, mais les plus importantes sont l'accueil des visiteurs et l'évaluation du bien-être des employés de l'entreprise Eurécia, à qui il appartient.

«Pour mener à bien ce projet, nous nous sommes organisés comme une véritable petite entreprise, où chacun avait une tâche précise à remplir. Ainsi, l'objectif était de doter un robot qui nous a été fourni

d'interactions fluides, naturelles et intelligentes. Dans le cahier des charges fixé, il devait être autonome, capable d'animer, divertir, reconnaître, informer et personnaliser son discours selon l'interlocuteur en face de lui », écrit le site www.tribunetoulouse.com qui cite Bastien, l'un des étudiants qui ont transformé Ziggy.

Un véritable assistant 4.0

Selon l'un des étudiants qui ont travaillé sur le projet, Ziggy est équipé de caméras avec un système de reconnaissance faciale qui prennent 50 images en trois secondes. Une fois son interlocuteur identifié, il accède à une plateforme SaaS dans laquelle sont enregistrées toutes les données concernant les salariés d'Eurécia qui va lui permettre de personnaliser son discours. Ensuite, le dialogue homme-robot s'engage. Durant celui-ci, Ziggy va questionner

le salarié sur son humeur du jour notamment afin d'évaluer son bien-être.

Quand il aura affaire à un visiteur plutôt qu'à un salarié qu'il reconnaît, Ziggy a la solution. Le robot humanoïde demandera à son interlocuteur (encore inconnu) de rentrer son nom et son prénom sur la tablette numérique située sur le torse de Ziggy, avant de lui proposer un enregistrement dans sa base de données pour pouvoir le reconnaître lors de sa prochaine visite. Le robot demande ensuite la raison de sa venue. Si c'est pour un rendez-vous, Ziggy demande d'après le salarié concerné et prévient celui-ci par mail ou par SMS qu'une personne l'attend dans le hall d'accueil. Pour faire patienter le visiteur, l'assistant «nouvelle génération » propose une présentation numérique de l'entreprise stockée dans un CMS, suivi de blagues également enregistrées sur ce système si l'attente



Présentation du robot ziggy

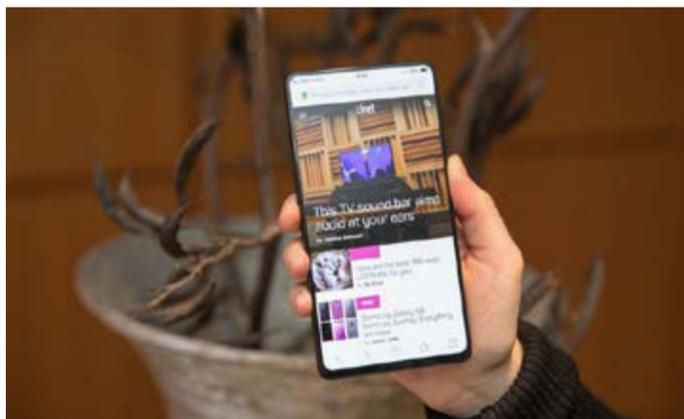
n'est pas terminée. En résumé, sa tâche consiste à accueillir, informer, assister et divertir. En plus du mode hôte d'accueil, Ziggy connaît neuf autres modes, comme celui d'assistant personnel commandé vocalement. L'employé assisté par son nouveau compagnon pourra par exemple demander la météo, la liste des tâches à réaliser ou une demande quelconque de renseignements. Le robot est également relié au service Open Data de Toulouse Métropole et à celui de Tisséo pour

connaître tous les noms de rue et les transports en commun existants. Ainsi, l'interlocuteur peut demander à Ziggy un itinéraire pour aller d'un point A à un point B. Le robot affichera alors un QR code sur sa tablette que l'interlocuteur devra capturer avec son smartphone afin que l'itinéraire s'affiche. Ziggy est également équipé d'un mode annonce qui peut lui permettre de rappeler aux salariés les réunions de la journée ou même les anniversaires.

La rédaction

Au Mobile World Congress**Un prototype futuriste de véritable « smartphone écran »**

Le Vivo Apex est le premier véritable « smartphone écran » dévoilé à l'occasion du Mobile World Congress. Son capteur à selfie et son écouteur sont escamotés sous son écran.



Le Vivo Apex

Les bords de nos écrans ont beau maigrir, ils ne disparaissent pas totalement. Des marges étroites cerclent toujours l'écran du tout nouveau Galaxy S9, de Samsung, et on risque d'attendre encore longtemps un « pur écran » : un mobile totalement débarrassé de pourtour. Pourtant, ce « pur écran

» a déjà vu le jour, dans le laboratoire du constructeur chinois Vivo. La presse américaine a pu essayer ce prototype en marge du Mobile World Congress, important Salon consacré au mobile, qui s'achève jeudi 1er mars à Barcelone. Ce smartphone, au nom de code « Apex », est déjà parfaitement fonctionnel.

C'est le plus futuriste et le plus prometteur du Salon barcelonais.

Caméra escamotable

Concevoir un « mobile écran » est un défi technique considérable. Habituellement, la face avant d'un smartphone accueille un écouteur téléphonique et un capteur photo dévolu aux selfies, parmi d'autres composants. Apple a logé ces éléments tout en haut de l'iPhone X, derrière une grande encoche noire qui rompt la géométrie de l'écran. D'autres marques se sont empressées de l'imiter, dont un grand constructeur nommé Asus.

Vivo a réussi à effacer cette encoche grâce à des solutions élégantes. Le capteur photo avant de l'Apex est caché dans un tiroir, rangé au sommet du mobile. Pour ouvrir ce tiroir, il suffit d'ouvrir l'application

photo puis de cliquer sur un bouton. Un petit moteur extrait la caméra de sa niche en une seconde.

Un écran qui reconnaît les empreintes digitales Avec son capteur photo escamoté, le Vivo est privé de reconnaissance faciale. Le constructeur a dû trouver une autre solution pour déverrouiller le smartphone de façon sécurisée. Le constructeur a opté pour un capteur d'empreintes digitales logé sous l'écran. Un autre smartphone de la marque a inauguré cette technologie récemment, avec un premier modèle commercialisé, le X20 plus. Mais le prototype de Vivo bénéficie d'un raffinement ergonomique : le capteur n'est pas au bas de l'écran, comme sur le X20, mais au milieu, là où notre doigt se pose naturellement. Et sa zone est très large, ce qui le rend particulièrement

facile à utiliser, selon le site spécialisé The Verge, qui a pu tester l'Apex.

Écouteur invisible

L'écouteur du smartphone, lui aussi, est caché sous l'écran. Ses vibrations agitent toute la surface de l'écran, amplifiant le son au passage. Selon The Verge, la qualité sonore est moins bonne que celle d'un smartphone haut de gamme, mais néanmoins correcte. Les smartphones Vivo sont inconnus en France, mais la marque se classait récemment au sixième rang mondial des fabricants en nombre d'unités écoulées, selon l'institut IDC, et au troisième rang en Chine. Son prototype nous offre un petit aperçu de ce que pourrait être le smartphone du futur, mais selon Vivo, il n'a pas vocation à être commercialisé.

Lemond.fr

Eau

Enjeux pour un développement durable

L'eau douce est une ressource indispensable à la vie, au développement et à l'environnement. Elle ne constitue que 2,5% du volume de toute l'eau de la planète. Aujourd'hui, un humain sur trois n'a pas accès à l'eau potable, ou alors, vit dans une situation de « stress hydrique » en ne disposant pas suffisamment d'eau par rapport à ses besoins réels. Le Togo ayant relevé ce besoin s'évertue à organiser le secteur de l'eau et à mettre en place des mesures pour son approvisionnement et sa distribution. TogoMatin vous invite à découvrir l'importance de l'eau dans le développement et la politique nationale de l'eau au Togo.

Gouvernement

Lékpa Gbégbéni nommé Ministre de l'Eau



M. Antoine Lékpa Gbégbéni

Le gouvernement togolais a enregistré l'arrivée d'un nouveau membre en son sein. Il s'agit de M. Antoine Lékpa Gbégbéni, nommé par décret présidentiel au poste de ministre de l'Eau, de l'assainissement et de l'hydraulique villageoise.

L'annonce de la nomination de M. Gbégbéni a été rendue publique dans la soirée du mardi 27 février dernier à Lomé au journal télévisé. Le portefeuille qui est pourvu était auparavant détenu par le colonel Ouro-Koura Agadazi qui s'occupera exclusivement de la gestion des secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche.

Le ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'hydraulique villageoise existait dans le passé mais avait été rattaché au portefeuille de l'Agriculture après la formation du gouvernement du Premier ministre Komi Sélom Klassou.

L'un des dossiers à parfaire et qui attend le ministre entrant dans le gouvernement est le projet d'adduction d'eau à partir de Sogakopé au Ghana, vers Lomé la capitale du Togo et ses environs.

Le Ghana et le Togo ont signé le 12 décembre 2014, un mémorandum d'entente qui porte sur la construction d'une canalisation pour le bénéfice des deux pays.

Quelques attributions du ministère Il coordonne et contrôle toutes les activités de l'Etat relatives aux ressources en eau et à l'eau potable. Il met en place les organes prévus par le code de l'eau pour une gestion intégrée des ressources en eau.

Le ministère coordonne également les activités en matière d'assainissement liquide et de la prévention des risques liés à l'eau. Il participe à l'amélioration des stratégies visant à la protection des ressources en eau et à l'élimination des déchets. Il promeut les techniques d'épuration et de recyclage des eaux usées. Il assure le drainage des eaux de ruissellement principalement dans les villes. Il veille à la fourniture d'eau potable aux populations et les assiste dans la réalisation et la gestion des points d'eau et des ouvrages hydrauliques.

CA

Atouts du Togo en eau

Le Togo dispose d'abondantes ressources en eau. Sur l'ensemble du pays, les ressources en eau souterraine renouvelables annuellement sont estimées entre 5 et 9 milliards de mètres cubes et les eaux de surface de l'ordre de 10 milliards de

mètres cubes par an en moyenne, soit un potentiel de 15 à 19 milliards de mètres cubes par an soit une moyenne qui se situe entre 3000 à 3800 de mètres cubes d'eau par an et par personne.

Le pays jouit de caractéristiques physiques, à savoir les montagnes et forêts, qui lui assurent une pluviométrie annuelle comprise entre 800 mm et 1500 mm, générant un volume d'eau pluviale estimé à 70 milliards de mètres cubes par an pour l'ensemble du pays, soit

1,2 million de mètres cubes par kilomètre carré et par an.

Malgré cette situation très favorable en disponibilité potentielle des ressources en eau, le Togo souffre d'un déficit de mobilisation desdites ressources et peine à satisfaire les besoins essentiels des populations en matière d'approvisionnement en eau potable et à mobiliser ces ressources au profit de la promotion d'un développement harmonieux et coordonné du pays.

Ressources en eau

La pluviométrie au Togo varie de moins de 800 mm sur le littoral à 2000 mm dans les régions montagneuses. Le volume d'eau pluviale est de l'ordre de 70 milliards de mètres cubes en moyenne par an pour l'ensemble du pays. Comme pour le reste de l'Afrique de l'Ouest, on observe depuis quelques années une tendance générale à la diminution de la pluviométrie au Togo. La répartition des pluies

revanche plus favorable et permet d'emmagasiner des ressources en eau souterraine plus abondantes dans des aquifères plus continus. Pour l'ensemble du pays, les ressources en eau souterraine renouvelables annuellement sont estimées entre 5 et 9 milliards de mètres cubes.

Pour les ressources en eau de surface, en année moyenne, selon

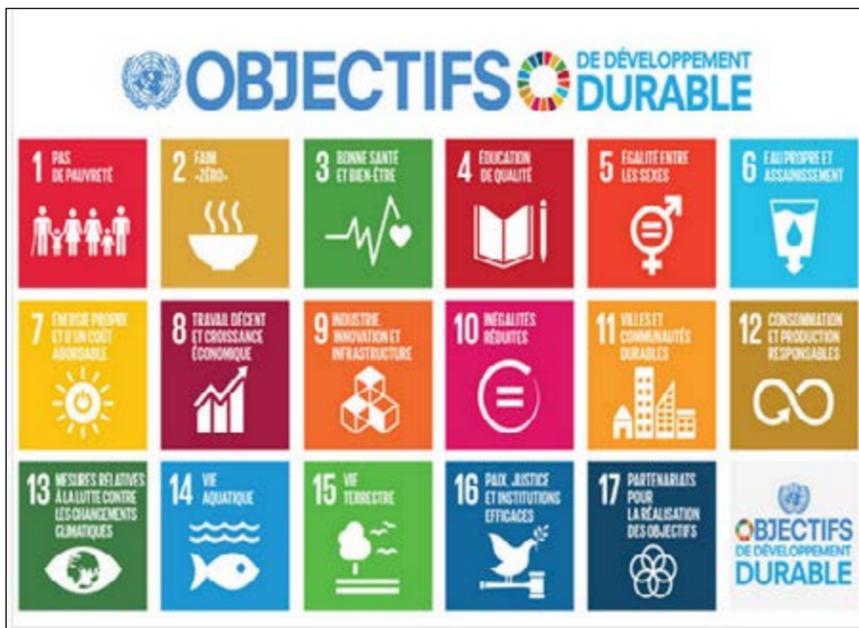


Un robinet d'eau

en saison pluvieuse est très irrégulière et généralement de forte intensité, ce qui accroît la fragilité de l'agriculture pluviale du fait aussi des inondations difficilement maîtrisables. Les eaux souterraines relativement peu abondantes sont concentrées dans les zones de fracture et d'altération des roches. Elles sont cependant le plus souvent présentes en quantités suffisantes pour l'approvisionnement en eau potable des populations rurales et des centres secondaires. Dans la zone côtière, où la demande en eau est forte, la géologie est en

l'étude PNUD/LCHF (1982), le volume total des ressources en eau de surface du Togo (non compris l'apport de l'Oti en provenance du Bénin) s'élèverait à environ 10 milliards de mètres cubes (325 m³/s) répartis comme suit :

- 195 m³/s pour l'Oti (290 m³/s à la station Sagoba à la frontière du Ghana moins 95 m³/s à la station Mandouri à la frontière du Bénin),
- 110 m³/s pour le Mono, à la station aval de Athiéme,
- 12 m³/s pour le Zio, à la station aval de Togblékopé,
- 7,7 m³/s pour le Haho, à la station de Gati.



Politique nationale de l'eau

La stratégie complète de réduction de la pauvreté que le gouvernement a choisi de mettre en œuvre avec la participation de tous les acteurs du développement et des populations bénéficiaires a pour objectif ultime l'amélioration effective et durable des conditions de vie des populations. Parmi les causes de l'extrême pauvreté et de la vulnérabilité des communautés se trouvent, la difficulté d'accès à l'eau potable et aux services adéquats d'assainissement ainsi que la dégradation continue de l'environnement.

Ce constat a permis de faire du choix de la gestion intégrée des ressources en eau une priorité nationale. En effet, la gestion intégrée des ressources en eau est une approche qui consiste à prendre en considération ensemble et à concilier les différentes utilisations et fonctions physiologiques, socioculturelles, économiques, environnementales de l'eau ainsi que ses éventuels effets négatifs sur les personnes, les biens ou l'environnement. De l'objectif ultime du DSRP-C découle, la vision des plus hautes autorités de l'État qui consiste à moyen et à long termes, à porter le Togo, qui sort d'une longue période de

fragilité politique et économique, au stade d'une nation émergente.

En se basant sur cette vision, la déclaration de politique générale du gouvernement met l'accent sur deux aspects importants : (i) capitaliser les résultats des efforts déjà accomplis pour les traduire en retombées directes sur le vécu quotidien du plus grand nombre de Togolais ; et (ii) continuer les réformes déjà engagées dans le Cadre de l'Accord Politique Global ainsi que les réformes structurelles pour promouvoir une croissance et un développement durable, en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les perspectives de l'évolution démographique, rapportées au potentiel en eau et aux besoins socio-économiques à l'horizon 2025, ont amené l'État à se fixer une vision nationale de l'eau pour 2025 qui définit l'eau comme la ressource essentielle à partir de laquelle l'on peut satisfaire les besoins sociaux et produire des richesses. Dans cette perspective, l'eau est considérée comme l'une des bases de la stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté et comme facteur d'intégration régionale.

À l'horizon 2025 les ressources en eau du Togo seront mobilisées, exploitées et gérées en garantissant, à tous les fils et filles, l'équité et la paix sociales, la durabilité environnementale et l'efficacité économique. Les besoins essentiels seront assurés pour l'alimentation des populations, le développement de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des loisirs, la préservation des écosystèmes et dans le respect des engagements internationaux, régionaux et sous régionaux.

Objectifs

L'objectif général de la politique nationale de l'eau est de contribuer à la lutte contre

la pauvreté et au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes

liés à l'eau, afin que celle-ci ne devienne un facteur limitant du développement socioéconomique.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- la satisfaction des besoins en eau, en quantité et en qualité, d'une population en croissance ainsi que ceux des divers secteurs de l'économie nationale en développement, en veillant au respect des écosystèmes aquatiques et en préservant les

- la planification de l'utilisation et la gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins hydrographiques ;

- le partage solidaire des charges entre l'État, les collectivités territoriales et les usagers afin d'alléger le poids du secteur de l'eau sur les finances publiques.

En conclusion, une eau propre et accessible pour tous est un élément essentiel du monde dans lequel nous voulons vivre. Il y a assez



Une fille en train de s'abreuver

besoins des générations futures ; - la protection des hommes et des biens contre les actions agressives de l'eau et contre les diverses pollutions et la lutte contre les végétaux aquatiques envahissant les plans d'eau ;

d'eau sur la planète pour réaliser ce rêve. Mais du fait d'économies déficientes ou de mauvaises infrastructures, chaque année des millions de personnes, des enfants pour la plupart, meurent de maladies liées à l'insuffisance



De l'eau potable à une source

- la promotion d'une coopération sous régionale et internationale pour la gestion des eaux transfrontalières afin de prévenir les conflits liés à l'utilisation des ressources en eau ;

- la répartition de l'eau entre les divers usages, activités ou travaux, de manière à concilier les exigences de la santé, de la salubrité publique et de la protection contre les inondations, de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie, de la production d'énergie hydroélectrique, des transports, du tourisme, des loisirs ainsi que toute autre activité humaine légalement exercée ;

de leur approvisionnement en eau et à un manque d'installations sanitaires et d'hygiène.

Les pénuries d'eau ou la mauvaise qualité de celle-ci et le manque de sanitaires ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire, sur les choix de vie et sur les chances en matière d'éducation pour les familles pauvres à travers le monde. La sécheresse affecte certains des pays les plus pauvres du monde, aggravant la faim et la malnutrition.

Carlos Amevor

Source : Projet de politique nationale de l'eau adopté le 4 août 2017.

Pharmacies de garde de Lomé du 26 /2/ au 05 /3/ 2018

JEANNE d'ARC	Près de Marox	22 22 08 01
BON PASTEUR	Av. Libération	22 21 13 67
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
OLIVIERS	Bd. Houphet Boigny	22 27 04 34
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
ADJOLOLO	58, Rue Franz	22 21 05 13
Ste MARIE	Tokoin-RAMCO	22 21 85 58
CAMPUS	Adewi	22 21 56 32
SOURCE DE VIE	Face Protestant	22 22 45 71
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Tokoin Forever	22 26 11 77
HEDZLANAWÉ	HEDZLANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	Hedzranawoe,	22 42 74 04
KOUÉSSAN	Kegué	23 20 04 57
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
FIDELIA	Bè-Kpota,	22 71 95 95
SARAH PA	akpamé	22 27 09 25
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Atigangomé	22 33 82 87
MAGNIFICAT	Sagbado Yokoe,	22 56 43 20
ACTUELLE	Route de Ségbé	22 51 11 72
JAHNAP	Djidjolé-Gakli,	22 51 22 86
SOLIDARITE	Total Totsi	22 50 37 07
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
ORCHIDEE	LEO 2000	22 47 42 87
APOLLON	Avédji	22 31 01 07
ADONAI	Agoè-Nyivé	22 50 04 05
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
SHALOM	Agoè-Cacaveli,	22 51 87 60
EMMAÜS	route Mission Tové	22 40 25 04
TCHEP'SON	Terminal du sahel	22 42 94 41
AVEPOZO	avepozo	22 27 04 86
DE L'EDEN	Baguida	22 52 13 98

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél: 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

Blague du jour 1:

Un enseignant prend toute la nuit pour faire Zémidjan. Arrivé en classe le matin, il dort. Le fondateur arrive, il sursaute et dit aux élèves : prenez vos ardoises et ouvrez la page numéro 10. Imaginez la suite...



Blague du jour 2:

Un Monsieur a épousé une femme illettrée. Après avoir joué la loterie avec son salaire de fin février sans gagner, ce dernier revient dire à sa femme qu'il est payé le 30 de chaque mois. Donc le mois dernier (Février), il n'a pas eu son salaire parce qu'il n'y a pas le 30. Elle est allée vérifier le calendrier et a vu qu'en réalité, il n'y a pas



le 30, et a dit ok je te crois maintenant chéri!

Blague du jour 2:

Toto en galère au marché Yanggang fait une promesse à Dieu : "oh Dieu si je trouve aujourd'hui 100.000f, je te donne 10.000f. Sur le chemin, il ramasse un porte-monnaie contenant 90.000f. Il regarde le ciel et dit : " Dieu, on ne peut même pas blaguer avec toi ? Tu as déjà coupé ta part ?

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
 Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Quelques éphémérides du 2 Mars

- 2008 : Russie élection de Dimitri Medvedev qui succède à Vladimir Poutine
- 1982 : Adoption de la loi de décentralisation.
- 1970 : Proclamation de la République de Rhodésie.
- 1962 : Voyage inaugural du paquebot France entre le Havre et New York.
- 1956 : La France reconnaît l'indépendance du Maroc.
- 1949 : 1er tour du monde sans escale du bombardier Lucky Lady américain B-50.
- 1848 : Adoption d'une loi fixant la durée de la journée de travail légale à 10 heures pour Paris, et à 11 heures pour la Province.
- 1807 : Les Anglais interdisent la déportation des Africains en Amérique, où ils doivent travailler sur les plantations de coton ou de canne à sucre.

Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

En hommage à Lilyan Kesteloot

Par Guy K. MISSODEY

Lilyan Kesteloot, la pionnière de l'histoire et de la critique littéraire africaine s'en est allée hier à 87 ans. (Confirmation de son éditeur, Kangni Alem dixit). Le milieu littéraire africain en est affligé et lui doit des hommages mérités.

Pour ma part, je ne me serais certainement pas orienté vers la critique littéraire si, en classe de seconde, et sur indications de mon professeur de lettres à l'époque, je ne m'étais pas outillé de son ouvrage fondateur, "Anthologie de la littérature négro-africaine", dont l'étude m'avait contraint remonter le temps pour lire sa thèse de Doctorat (Les écrivains noirs de langue française : naissance d'une littérature), par laquelle, elle révéla au grand jour le corps de savoir que l'Université reconnaît aujourd'hui sous la dénomination "Littérature

Africaine d'expression Française". Par ses travaux de précurseur, elle a défini le cadre théorique et la démarche d'analyse des premiers textes de la littérature africaine, des pistes qui seront empruntées et élargies par enrichissement par les Chevrier et autres anthologistes de la "littérature africaine". Même si la déclinaison sémantique de la dénomination de ce nouveau corps de savoir va varier suivant les analystes (Littérature nègre, Littérature africaine, Littérature d'Afrique noire...), pendant longtemps, la grille de lecture privilégiée

sera "Historico-thématique". Ainsi, tout en lui reconnaissant ce mérite, je regrette que ce choix ait contribué à la marginalisation arbitraire de la littérature togolaise, pendant un certain nombre d'années.

Et effet, sa méthode d'analyse privilégiait sur l'axe diachronique les thèmes récurrents des textes littéraires produits par les africains qu'elle prenait pour des "universaux". C'étaient essentiellement "La célébration d'une Afrique traditionnelle paradisiaque" et "La dénonciation du système colonial Français". Or les auteurs togolais, à l'époque, étaient plutôt préoccupés par l'analyse et la critique des faits sociaux endogènes si ce n'était pas la dénonciation des pratiques religieuses traditionnelles. Ce faisant, ils



Lilyan Kesteloot

s'excluaient des anthologies et autres florilèges de la littérature africaine. Le cas le plus "scandaleux" fut la réalisation, dans les années 70, de manuels de littérature africaine au Togo, par des enseignants et autres experts en la matière, togolais, à l'usage des Lycées du Togo. Ayant opté pour la grille "Historico-thématique", ils n'ont retenu aucun texte écrit par un Togolais qui serait étudié par les élèves des classes de seconde et de Première des lycées et collèges du pays. Il faut le

faire...

Toutefois, loin de moi tout procès ingrat de l'œuvre de l'illustre disparue. C'est plutôt l'occasion d'esquisser un bilan en termes d'atouts et de défis selon le principe de l'innutrition. D'ailleurs, il y a de quoi se réjouir aujourd'hui puisque la nouvelle génération des universitaires togolais s'efforce de plus en plus de donner plus de lisibilité à la Littérature Togolaise par des travaux scientifiques crédibles et originaux.

Musique

Le Collectif des Artistes Traditionnels du Togo porté sur les fonts baptismaux

Le secrétaire général du ministère de la Culture, M. Tinaka Wédiabalo, a présidé la cérémonie de lancement officiel du Collectif des artistes traditionnels du Togo (Cat-Togo), le 1er mars dernier à Agoé.



Griot Maléki, répondant aux questions des journalistes

Une dizaine d'artistes traditionnels togolais font partie de ce collectif. Il s'agit de Djagré Ndjefi, Cécile

Méba, Griot Maléki, Santy Dorime, Maïmouna Espoir, Tom le griot, Bibi reine, Aimé Alias et Wilfried A².

En qualité de miroir de la société, ces artistes traditionnels ont décidé de former une coalition, en vue de se prononcer à travers des messages chantés, sur la crise socio-politique qui mine le Togo, depuis août 2017.

A en croire les propos du coordonnateur Cat-Togo, alias Griot Maléki, cette initiative d'union entre des artistes traditionnels togolais est née de la crise que vit actuellement le Togo.

« A travers ce projet

musical, nous invitons toute la population togolaise à maintenir la paix. Que chacun essaie de mettre de l'eau dans son vin par rapport aux événements socio-politiques actuels au pays », a déclaré l'artiste alias Griot Maléki.

Ce projet musical du Cat-Togo dénommé « Célébrons la paix et le Togo en marche » a trois objectifs essentiels. A cet effet, le nouveau collectif d'artistes traditionnels se veut ambassadeur des valeurs telles que la paix, l'amour, la non-

violence et le pardon. En outre, il veut témoigner sa gratitude à l'égard du gouvernement en diffusant la bonne image dont jouit le Togo via ses chansons et enfin sensibiliser et conscientiser des populations paysannes sur les valeurs républicaines et citoyennes. L'initiative musicale du Cat-Togo tourne autour de grands pôles d'activités, à savoir les créations musicales, une caravane de paix et une tournée de concerts 100% entre autres. Ces activités entreprises par le collectif se tiendront dans trois villes de toutes les régions du Togo. Le Cat-Togo dispose à ce jour d'un maxi single de cinq titres dont le morceau principal est intitulé « Togo Chéri ».

Nadia Edodji

Lire

« **L'émeraude des ténèbres** » de Gena Showalter. Ed Bestsellers. Pp 216-217

« ...J'ai toujours rêvé de pouvoir affronter un jour l'un de vous, murmura l'homme. D'avoir l'honneur de vous détruire. Il sourit et pointa son 9 mm vers la jambe de Paris. Puis il tira. Paris lutta contre le réflexe de se baisser, réflexe qu'avait cru anticiper le chasseur en visant si bas. S'il s'était baissé, la balle aurait atteint son cœur, ou un autre organe

vital, le mettant hors d'état de nuire pour le reste de la bataille. Paris bondit en avant vers son agresseur et la balle alla se loger dans sa jambe - atteinte douloureuse, mais totalement anodine. Puis il engagea avec le chasseur une lutte au sol, mais Amun intervint rapidement avec son fusil. Au début, le chasseur continua à se battre, comme si de rien n'était. Mais quand Paris lui broya le nez d'un coup de poing, il ne réagit pas. Enfin, au bout de quelques secondes, il se figea totalement. Paris se leva en haletant. J'espère que

vous allez souffrir, parvint à murmurer l'homme d'une voix rauque avant de fermer les yeux. Autour d'eux, la bataille continuait à faire rage et les balles sifflaient. Strider rejoignit Paris en affichant un grand sourire. Prêt pour le suivant? demanda-t-il. Prêt, répondit Paris. Sa cuisse le lançait, mais il n'y jeta pas même un coup d'œil. La balle avait dû se ficher dans un muscle. Rien de très grave, il aurait tout le temps de s'en occuper plus tard. Ensuite, il lui faudrait cicatriser. Et pour cela, il allait devoir trouver une femme et la chevaucher,

histoire de faire le plein d'énergie. Autrefois, cette perspective l'aurait réjoui. Mais il commençait à être écoeuré de lui-même, de ce qu'il faisait, et des femmes qui se prêtaient si volontiers à ce jeu. Mieux vaut tout de même une femme qu'un homme. Son estomac se noua. Il était tellement dépendant de ses désirs sexuels que lorsqu'il ne trouvait pas de femme... Allons-y, grommela-t-il à Strider et Amun. Ils se mêlèrent tous trois à la bataille. Le sang coulait de sa cuisse, laissant derrière lui une traînée pourpre qui se mêlait aux gouttes d'eau

de l'orage orchestré par Anya. Sa jambe tremblait et il trébucha à deux reprises. Il n'eut pas le temps de trouver une deuxième cible, tous les chasseurs étant déjà morts, sauf celui qu'Amun avait endormi. Trois des Seigneurs de l'Ombre étaient sérieusement blessés. Lucien dut même transporter d'urgence Gideon au château, le temps que son ventre criblé de trous se régénère. Paris se laissa tomber au sol. Son pantalon était trempé de sang et d'eau. Je n'en ai pas tué un seul. Il se sentait frustré... »

Entretien avec Kossi Mensah A. Misseboukpo, délégué général du Fescilom «Aujourd'hui, le cinéma togolais a besoin de redorer son blason»

La cinquième édition du Festival de cinéma de Lomé (Fescilom) aura lieu dans les jours à venir sur différents sites de la ville de Lomé et dans la préfecture des lacs. Quelques jours avant le début du festival, le 16 mars 2018, le délégué général du Fescilom, Kossi Mensah A. Misseboukpo, a accordé une interview exclusive au quotidien togolais d'informations Togo Matin. Dans cet entretien, le délégué général fait le point des préparatifs, parle de la spécificité de la prochaine édition, des difficultés que rencontre le cinéma togolais et du rôle que doivent jouer les médias et les entreprises privées dans la promotion du cinéma au Togo.

Togo Matin : Quel est le thème de la prochaine édition ?

Kossi Mensah A. Misseboukpo : Cette 5ème édition a pour thème «Quelles formations pour quel développement ?» Pendant cette édition nous parlerons essentiellement des types de formations qu'on doit donner à un public cible pour définir à l'avance ce que ce public peut devenir demain. C'est dans ce sens-là que le thème nous a vraiment intéressés. Pendant cette 5ème du Festival de cinéma de Lomé, nous organiserons la deuxième édition du Forum des jeunes cinéastes engagés pour l'environnement. Il sera question de mettre les jeunes environnementalistes à côté des cinéastes, des journalistes, pour voir l'incidence de la production audiovisuelle sur la question environnementale. Et le thème général de ce deuxième forum est «La contribution du cinéma vert pour le développement durable». Deux sous-thèmes seront développés lors du forum : «La promotion de l'utilisation de l'énergie solaire» et «L'érosion côtière».

A quelle date précise se tiendra le forum ?

Ce forum se déroulera le 29 mars pendant le festival à Aného, plus précisément à Apounoukpa, à l'embouchure où on peut voir les incidences de l'érosion côtière. Nous irons également à Porto Ségouro plus précisément à Agbodrafo sur le littoral et nous toucherons également du doigt les effets de l'érosion côtière.

Qu'est-ce qui a motivé le choix du thème ?

Chaque fois que nous finissons un festival, nous nous mettons ensemble sous forme de conclave pour réfléchir à la prochaine édition. Nous faisons aussi attention aux comportements des jeunes cinéastes, des participants aux différentes formations que nous avons

organisées, pour mieux analyser leurs réactions par rapport aux connaissances qui leur ont été inculquées. Au cours de nos réflexions, nous nous posons la question de savoir, s'ils ont besoin tout de suite des formations qu'ils ont suivies ou s'ils en auront besoin plutôt dans le futur. Nous voulons maintenant former des gens qui bénéficieront effectivement des formations reçues, pour que dans leur milieu ils soient des pôles de développement.

Votre volonté de vouloir réadapter les formations que vous donnez lors du Fescilom est-elle liée au fait qu'il manque d'écoles de formations dans le pays ?

Parlant d'écoles de cinéma, c'est déplorable qu'aujourd'hui le Togo ne compte pas d'écoles de cinéma dignes de ce nom. Nous ne disposons que des centres de formation. Pour le moment, l'Etat est en train de faire des efforts pour outiller ces centres de formation. Mais jusqu'à maintenant, il y a une carence énorme par rapport à ce qui est fait sur le terrain et qu'il faut combler. Les talents sont disponibles. Il faut maintenant réformer et diriger ces talents vers un modèle donné pour un modèle économique qui puisse rejaillir positivement sur le développement du pays.

Qu'est-ce que le gouvernement peut faire pour que ces centres de formations deviennent des écoles de cinéma ?

Aujourd'hui, l'Etat fait beaucoup de choses mais en matière de cinéma il reste beaucoup à faire. Les centres de formation existants ne sont pas dotés de moyens concrets pour appuyer, donner des cours, aller sur le terrain. Le matériel didactique y est pratiquement inexistant et sous d'autres cieux, on dira que l'Etat a abandonné ses responsabilités. Mais comme on le dit, l'Etat doit venir en appui à ces centres de formation par la

dotations en matériels et le transfert de compétences. C'est à l'Etat de négocier, d'appuyer financièrement le déplacement des formateurs, du moins le peu que nous avons pour donner les formations qu'il faut aux étudiants dans les centres de formation existants. Il faut aussi créer un cadre juridiquement approprié pour le développement du cinéma.

Selon vous, comment se porte le cinéma togolais à l'heure actuelle ?

Aujourd'hui, nous sommes très contents de voir le cinéma togolais au départ embryonnaire, prendre de l'âge. Aujourd'hui, le cinéma togolais est capable de rivaliser avec la musique en remplissant les salles de spectacles connues comme le Palais des congrès et le Grand Rex. En dehors de cet aspect, des films togolais sont de plus en plus diffusés au bord des routes togolaises aux dépens des films ivoiriens. Sur la télévision nationale (TVT), il y a chaque semaine au moins une production togolaise qui est diffusée et qui suscite de l'intérêt.

Comment expliquez-vous cet engouement qui naît pour le cinéma togolais ?

Je dirais que c'est le fait de voir son frère, sa sœur, son ami à l'écran, qui suscite de l'émerveillement. Nous nous demandons si le Togolais pouvait faire quelque chose, nous avons eu tort parce que nous n'avions pas eu la possibilité de projeter les films togolais, parce que nous avons quelque part eu peur que ce cinéma soit ridicule. Aujourd'hui, quand vous voyez un frère dans un court métrage, une fiction, cela suscite de l'engouement et pousse aussi à faire comme son prochain.

Aujourd'hui, est-ce que les médias publics togolais accompagnent le cinéma togolais ?

Les médias ne participent pas encore à la promotion du



Kossi Mensah A. Misseboukpo

cinéma togolais, mais dans le cadre actuel, ils font ce qu'ils peuvent car aujourd'hui, pour acheter les droits de production d'un film, c'est cher, c'est énorme pour le budget de nos médias. Néanmoins, ils font l'effort de négocier les droits de ces films et ceci peut être déjà considéré comme un grand effort. Parlant de la chaîne nationale, la TVT, elle n'a pratiquement pas de politique d'achat des films locaux. En ce qui concerne les chaînes privées, la situation est pire. Aujourd'hui, le cinéma togolais a besoin de redorer son blason, et nous avons besoin de ces médias qui doivent faire plus d'efforts pour la promotion du cinéma togolais.

En dehors des médias publics, que doivent faire ceux du secteur privé pour contribuer à la promotion du cinéma togolais ?

Pour ce qui est des médias privés, nous sommes dans un cadre assez complexe car ils ont pour obligation d'acheter les programmes locaux. Ils sont censés investir dans la production et avoir en contrepartie de la publicité visible. Les médias privés ont aussi pour obligation d'assister financièrement les productions locales, étant donné que nous sommes déjà envahis par les productions venant de l'étranger. Tant que les médias et les entreprises du secteur privé n'investissent pas, les

productions ne peuvent pas tourner.

Les productions cinématographiques togolaises sont-elles de qualité aujourd'hui, pour que les entrepreneurs privés y investissent sans regrets ?

Nous avons des courts métrages, des longs métrages, des séries, produits par des Togolais, avec du matériel local, qui font la fierté du Togo aujourd'hui. Donc à partir du moment où ces productions franchissent les frontières nationales et que des structures internationales comme TV5 Monde et CANAL+ s'intéressent à elles, cela veut dire que les entreprises privées ont pour obligation d'accompagner la production cinématographique qui se fait chez nous actuellement.

Que diriez-vous pour inciter le public à venir regarder les films au programme du prochain Fescilom ?

Aujourd'hui, nous disons que le Fescilom a besoin de toute la jeunesse, de toutes les classes d'âge issues de toutes les classes sociales pour venir regarder ce dont est capable le cinéma togolais à côté du cinéma international. Nous invitons le public à faire le déplacement, il ne le regrettera pas.

Propos recueillis par Dométo Linus

Projet Ci-zo 2 milliards de l'UTB pour une plus grande couverture énergétique

Un accord de financement a été signé, le mercredi 28 février dernier entre l'entreprise britannique BBOX et l'Union Togolaise de Banque, dans le cadre du projet présidentiel Ci-zo qui vise à atteindre la couverture du réseau électrique national à plus de 40% de population.



Le financement reçu par la société BBOX va donner un coup d'accélérateur au projet Ci-zo

Un coup de pouce pour l'opérationnalisation du projet présidentiel Ci-zo. Un accord de financement a été signé, le mercredi, entre l'entreprise chargée d'exécuter les travaux et l'Union Togolaise de Banque (UTB). BBOX, la société britannique spécialisée dans la production et la distribution de l'énergie renouvelable a reçu depuis l'an dernier, l'assentiment des autorités nationales pour conduire efficacement l'initiative présidentiel Ci-zo.

Le financement dont bénéficie la société BBOX est estimé à peu plus 2 milliards de francs CFA. A travers cet appui, l'Union Togolaise de Banque marque ainsi son retour dans les investissements colossaux. Ce partenariat présente une grande valeur ajoutée pour l'économie togolaise. Au-delà de l'appui, le partenariat est une nouveauté dans les habitudes des banques publiques africaines. La plupart des interventions financières de ces dernières dans notre pays sont faites en faveur des pouvoirs publics. « L'opération démontre l'engagement de l'Union Togolaise de Banque à l'endroit des populations les plus défavorisées qui n'ont actuellement pas accès à l'électricité au Togo », a déclaré Zakari Darou-Salim, le directeur général de l'UTB.

Plus concrètement, la banque se charge de mettre à la disposition de la société BBOX, la devise locale (Franc CFA) équivalant à la valeur du contrat en dollars. A travers le décaissement, l'entreprise récipiendaire devra s'installer de manière progressive sur toute l'étendue du territoire national. Le partenariat entre la banque publique et la société britannique est, d'après des observateurs avisés, le premier du genre en Afrique subsaharienne dans la mesure où le financement permet de débloquent des capitaux locaux pour mener à bien un projet gouvernemental. L'accord a été rendu possible grâce l'engagement du Fonds africain de garantie, une institution continentale qui accompagne les établissements bancaires dans l'intensification de leur financement aux petites et moyennes entreprises du continent. La participation de la structure continentale a permis l'amélioration du crédit de moitié.

L'initiative Ci-zo dont la phase opérationnelle sera lancée dans les prochains mois vise à étendre le réseau électrique dans les hameaux les plus reculés du Togo. Le projet s'étendra sur une période de 5 ans au terme de laquelle, le taux d'électrification rurale devra passer de 7% actuellement à plus de 40%.

Awih Essoyodou

Sécurité routière Les transporteurs routiers des Plateaux sensibilisés

L'Union nationale des transporteurs routiers du Togo (Unatrot) et l'Union des syndicats des conducteurs routiers du Togo (Usycort), sensibilisent depuis mardi, à Atakpamé, les conducteurs et transporteurs routiers venus de Wawa, Amou, Akébou, Anié, Est-Mono et Ogou sur la sécurité routière et la préservation des infrastructures routières.

Chaque année, malgré les efforts des autorités sécuritaires, nos routes continuent sans arrêt d'enregistrer des accidents. S'il faut doigter le mauvais état des infrastructures routières à plusieurs endroits, il convient de reconnaître qu'une part importante de ces accidents est liée aux mauvais comportements des usagers de la route, notamment les routiers.

Si pendant longtemps, ces principaux acteurs du domaine sont restés indifférents, depuis quelques jours, on sent une prise de conscience en faveur de la sécurité routière. La rencontre d'Atakpamé s'inscrit dans le cadre d'une tournée de sensibilisation organisée conjointement par l'Unatrot et l'Usycort. La tournée prendra fin le 5 mars 2018.



Photo de famille des initiateurs et des transporteurs

Les accidents de la route auxquels font face les conducteurs, sont dus à plusieurs facteurs, notamment les surcharges, la vétusté des engins, le manque de visite technique, le refus de contrôle, l'usage du téléphone au volant, l'excès de vitesse, le refus du port de la ceinture de sécurité et du casque qui

alourdissent le bilan. Le président national de l'Unatrot a invité les conducteurs à adopter les bons comportements prescrits par le code de la route afin d'éviter les accidents de la circulation et améliorer la sécurité routière.

Edem Dadzie

Les maisons de justice Une initiative pour une justice plus efficace et moins onéreuse

Dans le but de rapprocher la justice des populations, le gouvernement togolais a décidé de mettre en place des maisons de justice. La décision a été officialisée en Conseil des ministres, le mardi 27 février dernier.



le Garde des sceaux, ministre de la justice, Pius Agbetomey

Les maisons de justice et de droit sont des structures non juridictionnelles de relais entre les juridictions proprement dites et les populations. C'est un concept qui vient renforcer les capacités de la justice classique. Les maisons de justice ne fonctionneront pas comme les tribunaux classiques. Un médiateur ou

conciliateur se chargera de jouer le rôle d'arbitre.

A part le médiateur, il y aura un juge ou un greffier ou un officier de police judiciaire à la retraite ou un ancien avocat, un animateur assistant du médiateur-conciliateur, un secrétaire ayant des connaissances en dactylographie, informatique et en

classement des dossiers, un agent d'appui pour l'entretien et la distribution des courriers.

Le projet va rapprocher davantage la justice des justiciables en vue de lutter contre certains obstacles majeurs à l'accès à la justice. Ce sont l'éloignement géographique et psychologique des juridictions, les barrières financière, juridique et judiciaire.

Créer des maisons de justice sur toute l'étendue du territoire national, permettra de mettre fin à toutes les lenteurs de la justice togolaise et contribuera à rendre cette justice plus efficace et moins onéreuse, comme l'a indiqué le président de la République lors de son discours à la nation, le 3 janvier 2018.

Edem Dadzie

Prêt CONSO

Tout pour vous plaire !



Spécial fonctionnaire

Jusqu'à

7
ans

Réponse en

72^{*}
h

Jusqu'à

12
millions F CFA

*Jours ouvrés



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



www.boatogo.com